

Le projet de plateforme Solidaire rate la cible du projet de société **L'urgence du plein emploi écologique pour l'indépendance**

Cinq semaines, sept pour les futés de l'intranet du parti, voilà le temps alloué aux membres de Québec solidaire pour assimiler 66 pages du projet de plate-forme, se faire une tête pour des amendements et rajouts, les débattre et les formuler collectivement. Les membres du PQ ont disposé de huit mois pour ce faire. Pour ajouter l'injure à l'insulte démocratique, la proposition péquiste était hiérarchisée politiquement et avec slogans. Celle Solidaire est présentée par titres et sous-titres en ordre alphabétique car « *[l]a structure de la plateforme finale, l'ordre de présentation des engagements, sera très différents et un travail de réécriture est prévu* »¹ comme s'il n'y avait là que formalités. Quel membre qui prend au sérieux l'élaboration démocratique de la politique du parti ne s'est-il pas aperçu du système efficace de filtration allant du programme au discours des porte-parole, le seul qui se rend à la grande majorité de l'électorat, en passant par le contenu de la plateforme longue, celle hiérarchisée en bonne et due forme, la version courte, le texte des dépliants et celui des communiqués de presse. À la fin du processus une chatte n'y retrouve pas ses petits.

Unir plein emploi des XIX^{ie} et XX^{ie} siècles et révolution écologique du XXI^{ie} siècle

Et quel contenu non hiérarchisé politiquement ! Une interminable et indigeste liste d'épicerie où la colonne vertébrale du programme a été éliminée sauf à confondre le formalisme institutionnel de la constituante avec un projet de société alternatif. Quel a été depuis le XIX^{ie} siècle la clef de voûte de la lutte ouvrière et populaire contre la pauvreté, contre les inégalités, pour la dignité, pour avoir le rapport de force pour tenir tête au capital ? Le plein emploi. La plateforme n'en dit mot. Où est « *la politique de plein emploi* » du programme car « *[u]ne société riche, qui se veut démocratique et respectueuse des droits sociaux, doit fournir à chacune et à chacun l'opportunité de gagner sa vie.* »² L'intensité exponentielle de la crise climatique et de celle de la biodiversité démultipliant catastrophes climatiques, guerres et migrations et aggravant le corrupteur capitalisme des copains (*crony capitalism*) a fixé comme tâche centrale à la gauche contemporaine le plein emploi pour le XXI^{ie} siècle, soit le plein emploi écologique.

C'est cette priorité programmatique qu'avait réaffirmée le congrès Solidaire du printemps 2016 en accordant les cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) à l'objectif des Accords de Paris : « *afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990.* » Et pour bien faire comprendre que les moyens pour atteindre cette cible ne passent pas par le marché, le congrès a réaffirmé « *[s]'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outil d'enrichissement des multinationales [...et] [s]'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.* » Toutes ces décisions cruciales ont été évacuées de la proposition de plate-forme. Le projet se contente de dire vouloir « *atteindre la cible d'une réduction de 95% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990* »³... alors qu'officiellement « *[p]our 2050, le Québec vise plus de 90-95 %, conformément à l'engagement d'une association internationale dont il fait partie.* »⁴ N'importe quel écologiste sérieux vous dira que l'absence de cible intermédiaire d'ici 2050, si généreuse cette dernière apparaît-elle, constitue une démission car en politique plus de 30 ans est une durée infinie... d'où l'équivalence des cibles Libéral et Solidaire pour 2050.

1 Projet de plateforme 2018 seulement disponible sur l'intranet du parti

2 Sauf exception référée, les citations proviennent du [programme Solidaire](#)

3 Projet de plateforme 2018

4 La Presse canadienne, [Couillard doute que le Canada atteigne sa cible de réduction des GES](#), Radio-Canada, 17/11/16

Un parti reflet — c'est ça de pris — qui refuse un rôle de guide

Heureusement que l'on retrouve dans la plate-forme certains moyens et politiques progressistes auxquels n'adhèrent nullement les trois autres partis présents à l'Assemblée nationale. Si on oublie les généralités sans objectifs ni échéances à la mode Libéral ou PQ, on doit retenir par exemple la gratuité du transport collectif sur dix ans, le salaire minimum à 15\$ l'heure, la réduction anti-consumériste de la semaine de travail à 35 heures tendant à 32, la construction de 50 000 logements sociaux écologiques, la gratuité scolaire (mais non celle des soins dentaires et optométristes), la prise de contrôle quand ce n'est pas la nationalisation des entreprises des secteurs de l'énergie, du transport et des ressources naturelles et, bien sûr, le rejet de toute exploration, exploitation et transport d'énergie fossile et d'uranium.

On dira qu'il suffit que les moyens y soient peu importe les buts. Des moyens sans but ne valent pas mieux que des buts sans moyens puisque il n'y a aucun engagement à atteindre les cibles, aucun engagement de mobilisation de la société, aucun engagement de lever les fonds nécessaires ce qui exigerait un contrôle de l'épargne nationale auquel le parti a renoncé sans parler de la fuite des capitaux, question hors des radars du parti. En un mot, *where's the beef*, où est le plan avec toute sa panoplie de cibles, échéances et moyens dont ceux financiers ?

Là où cependant le bât blesse c'est la crédibilité des quelques engagements du parti sur le sujet. Certes, le parti s'engage à la suite du mouvement social : le refus de tout pétrole pour lequel le parti s'est finalement engagé après quelques années de tergiversations suite aux pressions du mouvement écologiste, la politique de logement social poussée par le FRAPRU, la gratuité scolaire poussée par l'ASSÉ, le salaire à 15\$ suite au mouvement syndical. Mais les autres engagements, tous présents dans la plateforme électorale de 2014, ont lors de cette campagne comme depuis ce temps jamais passé dans le discours des porte-parole... et encore moins les cibles de 2030 comme le rejet du marché du carbone. Leurs mentions dans la littérature du parti sur papier ou électronique est inexistante ou rare. En fait, la plateforme électorale 2014 n'a jamais été éditée sur papier et n'était pas mise en évidence sur le site du parti durant la campagne électorale. Depuis lors, elle est disparue du site. Pour ce qui est du présent projet de plate-forme, alors que le PQ avait mis en évidence la sienne sur son site dès janvier 2017, avec même une présentation sur YouTube, celle Solidaire n'est disponible que discrètement sur seulement l'intranet du parti. C'est là une opacité troublante guère rassurante qui révèle suivisme et refus de leadership.

Renoncer au projet de société de plein emploi écologique pour cause d'électoralisme

La contradiction entre projet de plate-forme et discours de l'aile parlementaire trouve une illustration limpide à propos des récentes priorités « économiques » que le parti défendra dans la prochaine année pré-électorale. (On ne reviendra pas sur son refus systématique de faire valoir le programme du parti lors des fermetures ou de congédiements massifs.) Pour la révision de la Loi sur les normes du travail cet automne, les députés du parti mettront de l'avant l'augmentation du temps de vacances annuelles obligatoire de deux à quatre semaines et l'ajout de deux jours fériés payés supplémentaires. On laisse tomber la semaine de 35 heures (et faire « payer 5 des 10 journées de congé pour responsabilité familiale prévues par la loi »⁵) mis de l'avant dans le projet de plate-forme.

S'imagine-t-on que soudainement, quand la plateforme électorale sera rendue public, les mêmes porte-parole vont durcir leur discours sur la question des normes de travail ? On les accuserait d'hypocrisie et avec raison. Ou bien voudrait-on défendre la logique contradictoire de demandes différentes dépendant qu'on soit oppositionnel ou au gouvernement ? Ce serait là une belle démonstration de « réalisme » opportuniste basé sur la recherche de consensus avec les partis pro-patronaux, même gouvernementaux, que pratiquait l'ancienne direction du parti. Espère-t-on créer la confiance dans le parti avec cette confusion du double et même triple discours ?

5 Projet de plateforme 2018

Le parti a-t-il un programme pour les discours du dimanche, une plateforme pour le temps des élections, et même là, et le discours realpolitik en saison régulière ? A-t-on deux partis dans un ? Celui social libéral de la direction se contentant de réclamer des réformettes et celui de la militance attaché au programme, construit laborieusement sur dix ans et dont les aspects anticapitalistes ont été confirmés en 2016 ? Se pourrait-il que la direction du parti s'en tire en misant sur la passivité de la majorité des membres, et encore plus de l'électorat, baignant dans le formatage idéologique des monopoles médiatiques. Ce centrisme pourrait être fort dommageable le temps venu des soulèvements populaires à moins qu'il ne les compromette.

On sent ici l'irrésistible tentation électoraliste. Elle est particulièrement forte en ces temps de montée de la popularité de la CAQ, et dans une moindre mesure hésitante de Québec solidaire, ce qui oblige le PQ au grand écart suprême entre la droite et la gauche. Cet périlleux exercice, comme la Tour de Pise, penche à droite étant donné que le vote de la CAQ pèse plus lourd. Comme cette montée s'explique plus par des causes identitaires que socio-économiques, l'habileté tactique du chef péquiste est tellement mis à rude épreuve qu'il glisse sans cesse sur des pelures de banane à connotation raciste. Même l'aile démocratique du PQ en a des sueurs froides.

La direction Solidaire a eu beau en profiter pour enregistrer un succès tactique en dénonçant la dangerosité des dérapages du chef péquiste. Chapeau. Il n'y a qu'un pas à faire pour se comporter de la même manière sur les terrains socio-économique et politico-militaire. Ceux-ci sont beaucoup plus stratégiques car terreau profond des rapports sociaux inégalitaires et hiérarchiques. Ce sont d'eux que surgissent les nauséabondes mauvaises herbes de la vengeance primaire quand la gauche renonce à labourer ce terreau avec son projet de société. Faire ce copier-coller serait là une grave erreur stratégique.

L'électorat est prêt à se mobiliser si on lui montre et démontre le projet de société

Le parti fait beaucoup de cas, et avec raison, de la lutte contre le pétrole sous toutes ses formes. Beaucoup de ses militants s'y sont engagés sur le terrain. Mais tout cet activisme ne répond pas à deux objections cruciales sans cesse ramenées par la population. La première : on aura besoin de pétrole pour encore un bon bout de temps donc vaudrait mieux un pétrole québécois en attendant. La deuxième provenant surtout de la Gaspésie : on a besoin de travail donc d'exploiter nos richesses naturelles quelles qu'elles soient quitte à prendre des précautions dont la préservation de l'eau. Ces questions paralysent la riposte sociale en l'empêchant de prendre de l'ampleur au-delà de la militance. C'est le rôle fondamental du parti de répondre à ces objections tout en participant par ses membres à la mobilisation au sein du mouvement écologique. D'où l'alternative du plein emploi écologique à être déployée sectoriellement et régionalement une fois acquise nationalement.

On objectera qu'une telle orientation radicale risque de résulter en déception électorale. En général, la corrélation est faible entre la teneur de la plateforme et le résultat électorale d'un parti, surtout à la marge, tellement ce résultat dépend de la conjoncture du moment, de l'(im)popularité du parti au pouvoir et de la crédibilité du ou des partis de l'alternance sans compter les aléas de la campagne électorale auprès d'un électorat devenu volatil. Qu'en est-il de ces temps-ci ? La performance électorale Solidaire de 2014 aurait été un rabat-joie n'eut été de l'élection in extremis d'une troisième députée. Par contre, en 2015 en Grèce, en 2016 aux ÉU et en 2017 en Grande-Bretagne, des partis ou des candidats radicaux, dans un contexte mondial tournant vers la droite extrême ou dure, ont remporté des succès électoraux inattendus. (Ces succès ne doivent pas obscurcir leurs contradictions, dont celui d'un radicalisme pas toujours conséquent et d'un arrimage déficient aux mobilisations). Pourquoi en serait-il autrement dans le Québec du Printemps érable dont le porte-parole homme est devenu celui de Québec solidaire ?

Le plein emploi écologique, solution à la contradiction de la constituante

Ce radicalisme s'impose d'autant plus qu'il est nécessaire pour sortir de la contradiction de la constituante, due au rapport de force actuel défavorable à l'indépendantisme, coincée entre une version officielle démocratique mais non automatiquement indépendantiste et l'autre vice-versa favorisée par les indépendantistes nationalistes. (Je vous fais grâce des abracadabrantes solutions intermédiaires noyant le poisson.) Cette contradiction se résout hors du terrain institutionnel, sur le terrain des rapports sociaux qui se modifient par des mobilisations de grande ampleur. La constituante en est certes le moment institutionnel mais il se conjugue avec les essentielles mobilisations sociales résultant des besoins populaires. C'est à ces mobilisations que le parti a à contribuer par la proposition haut et fort d'un projet de société de plein emploi écologique.

La majorité populaire se ralliera à l'indépendance non seulement à cause du rejet du *Quebec bashing* assimilateur mais aussi à cause du projet de société de plein emploi écologique dont Québec solidaire a à être porteur. Ce projet est bloqué au sein d'un Canada pétrolier, contrôlé plus qu'ailleurs par la finance. Dans ce pays construit par la conquête de peuples non anglophones et par la tentative de leur disparition ou assimilation, l'oppression du peuple québécois (et acadien) sur fond de dépossession des peuples autochtones et inuit est le fondement historique d'une domination structurelle paralysant une révolte pan-canadienne unitaire. De par l'histoire et de par la force démographique, économique et politique du peuple québécois, l'indépendance est la clef de de la porte de sortie de ce cul-de-sac stratégique y compris pour le peuple canadien.

Québec solidaire, seul parti de gauche mais qui prête flanc à la droite identitaire

Il n'en est pas moins que le perfectible projet de plateforme 2018 ne peut être autrement, pour la prochaine élection, que le point de ralliement de la gauche. Ce n'est pas parce qu'il est le moins pire bien qu'il y a un peu de ça. Il est le seul qui soit à la gauche du centre tant dans son ensemble que pour chacune de ses sections. Au-delà de la plateforme, Québec solidaire reste le seul ancrage crédible à gauche du centre sur la scène publique québécoise en cette heure de montée mondiale de la droite dure laquelle au Québec prend le visage de la CAQ, troublant paravent de la Meute et consorts. Plus encore que cet aspect police d'assurance, Québec solidaire, malgré des hésitations et quelques erreurs corrigées en cours de route, a toujours soutenu les luttes sociales, ce qui le démarque qualitativement du NPD.

Cependant, sans projet de société radicale bien différent d'une longue liste d'épicerie de lecture pénible enveloppée de slogans creux élaborés au sommet et avec un discours masquant les points les plus acérés de la plate-forme quand ils y sont, le parti risque encore une fois des résultats décevants comme en 2014. Cette fois pourrait être encore pire soit se faire damer le pion par la droite identitaire qui n'est pas seulement à la CAQ. D'autant plus que la position du parti à propos du projet de loi 62, sur lequel le parti maintient un coupable silence radio tout comme le projet de plateforme, est d'une faiblesse inquiétante vis-à-vis l'islamophobie. Ici, le moralisme ne suffit pas. Céder à la tentation électoraliste serait d'autant plus déplorable que l'indépendance, en brisant la base territoriale d'une bourgeoisie impérialiste du G-7, l'alliée la plus fidèle de celle exerçant l'hégémonie mondiale, est inconcevable sans un soulèvement gigantesque de la rue, au-delà de la période 1966-76. Un tel soulèvement est impossible sans l'apport d'un projet de société emballant non seulement l'écrasante majorité populaire mais aussi les peuples voisins et lointains.

Comme la grande crise du capitalisme du XXI^e siècle est celle écologique envenimant celles économique et politique, une plateforme d'un Québec indépendant pour le plein emploi écologique s'impose. On trouvera, à la suite, un canevas de celle-ci qui pourrait être le condensé d'une plateforme plus élaborée remaniant l'actuel projet.

Marc Bonhomme, 9 septembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole

Pour éviter l'isolement que l'alliance nationaliste avec le PQ prétendait résoudre, s'impose une nouvelle alliance avec les nations autochtones et inuit, les nationalités racisées et les mouvements sociaux. Les luttes climatique et pour la biodiversité pour sauver la civilisation en sont le creuset. Cette nouvelle alliance concerne en particulier la jeunesse qui déserte la cause indépendantiste... à moins qu'elle soit comprise comme indispensable aux causes écologiste, de justice sociale et de paix mondiale. Militarisme, racisme et sexisme cristallisent le corrompu capitalisme des copains, stade suprême néolibéral. Envenimés par la crise climatique, ces fléaux dévastent nature et société par l'intensité énergétique des armées, par les destructions massives des guerres nécessitant une reconstruction énergivore. La haine engendrée bloque l'émergence d'une alternative tout en faisant le lit des barbaries impérialistes, grands et petits, et de leur contrepartie, la barbarie djihadiste.

La cible radicale Solidaire de baisser des deux tiers d'ici 2030 par rapport à 1990 les émanations de GES est conforme à la science et aux objectifs des Accords de Paris de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5°C en 2100. Elle est inatteignable par le marché ou la taxe carbone qui font le jeu des marchés financiers et des grands pollueurs. Elle exige qu'aucune goutte d'hydrocarbure québécois ne sorte de terre. Elle nécessite une planification démocratique financée par une mobilisation de l'épargne nationale et le contrôle des échanges commerciaux, ce qui requiert l'indépendance. Le Québec peut être « *quelque chose comme un grand peuple* » à l'image des femmes du Québec qui furent à l'initiative de la Marche mondiale des femmes. Encore mieux que les Bernie Sanders et Jeremy Corbyn, lestés par des partis faillis, Québec solidaire propose de dépasser le capitalisme pour sauver la civilisation, ce que sait faire le peuple québécois du Printemps érable. Cette radicalité est la réponse à la montée de l'extrême-droite qui stigmatise le Québec racisé et menace le monde.

De grands chantiers écologiques au cœur de la plateforme

Ce radicalisme appelle à une plateforme de plein emploi écologique basé sur de grands chantiers. Il faut réhabiliter selon la fine pointe de la technologie écologique l'ensemble du stock de bâtiments du Québec tout en multipliant les bâtiments à quasi consommation zéro d'énergie comme la bibliothèque publique de Varennes. 50 000 logis sociaux en seront l'avant-garde. Les bâtiments et logements non climatisés à l'électricité seront convertis et ainsi rénovés d'ici 2030. Plus crucialement, car c'est là où le bât blesse, d'ici 2030 le transport électrique des livraisons de proximité à partir de pôles de transbordement maritime-rail doit être achevé. Sera en voie de réalisation la transition du transport à longue distance par cabotage et par train intermodal. Le transport des personnes devra être essentiellement assuré en 2030 par le transport collectif électrifié et un complément d'auto-partage communautaire plus important dans les petites villes et les villages.

Québec solidaire ne subventionnera pas les entreprises car l'efficacité énergétique abaissera leurs coûts. Le parti les obligera à se doter d'une politique d'écologie du lieu de travail, en accord avec les syndicats à favoriser partout, assurant sécurité du travail et au travail. Les entreprises, individuellement et conjointement, seront tenues de reconvertir les emplois devant être supprimés pour raison écologique. La Banque d'État préconisée par les Solidaires financera les PME délaissées par les banques de même que les petits et moyens propriétaires devant rénover leurs logements tout en assurant une protection des loyers. L'ensemble des banques et consorts sera mobilisé pour financer à bon compte la plateforme pour le plein emploi écologique.

Ces grands chantiers écologiques seront la voie royale vers le plein emploi écologique, épine dorsale de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. La plateforme y ajoutera un réinvestissement massif anti-austérité dans les services publics. Ces emplois sont aussi écologiques en plus d'être féministes parce que les femmes en sont les principales bénéficiaires tant comme travailleuses rémunérées que domestiques. Ces emplois requièrent une masse d'énergie humaine mais très peu d'énergie fossile tout comme ils enrichissent les relations personnelles aux dépens du stress compétitif. Ce stress avec les poisons alimentaires et aériens sont les sources majeures de mauvaise santé. En découle une priorité à la santé préventive à partir des CLSC, point d'attache de tous les médecins de famille. L'envers de la médaille en est la réutilisation et la récupération des déchets à 100%.

Ces grands chantiers se combineront à la baisse du temps de travail à 35 heures semaine sans baisse de revenu ce qui libérera du temps pour socialiser, s'éduquer, créer et militer, contrepartie du consumérisme. Ce Québec de plein emploi écologique et social se dotera d'une politique d'immigration sans frontière pour combler les postes vides, dynamiser son économie et enrichir sa culture. La hausse du salaire minimum à 15\$ est aussi écologique car une travailleuse pauvre est forcée à acheter de la pacotille vite à renouveler, de la nourriture agro-industrielle et souvent une vieille auto énergivore tout comme à louer un logement mal isolé.

Québec solidaire n'attendra pas les Calendes grecques pour légiférer en termes de zonage, de code du bâtiment et autres obligations afin d'amorcer le processus d'une ville sans auto solo, sans bungalow et sans

publicité, but atteignable dès 2050. La ville nouvelle s'appuiera sur une agriculture biologique de fermes familiales et coopératives adéquatement soutenues pénétrant le tissu urbain et liée à la ville par un maximum de circuits courts impliquant obligatoirement les entreprises de transformation et de distribution alimentaire.

Les ménages québécois, une fois informés adéquatement, seront heureux de ce soulagement budgétaire consistant à se débarrasser de leurs véhicules privés en faveur d'un transport public gratuit du XXI^{ie} siècle qui n'a rien à voir avec le REM (voir annexe), de renoncer à la maison unifamiliale et même en rangée en faveur d'un logement collectif de qualité adossé à des services de proximité, à un réseau bicyclette-piéton et au transport public, y compris l'autopartage, et avec accès à l'agriculture urbaine au sol ou sur les toits.

Un plan financièrement réaliste, à gratuité mobilisatrice et requérant l'indépendance

Il faut arrêter de flipper à propos du financement. Une réforme fiscale en profondeur, dont le blocage des paradis fiscaux et la fin de l'évasion et de l'évitement fiscaux, y suffira. La Coalition mains rouges a démontré que le seul Québec fédéral pouvait aller chercher dix milliards \$ de plus l'an en revenus fiscaux supplémentaires. Rappelons que financement ne signifie pas nécessairement dépense budgétaire mais investissement récupérable. On finance les mégawatts de la réhabilitation énergétique des bâtiments et les flottes de camions électrifiés de la même façon que les mégawatts d'Hydro-Québec. Sauf que l'utilisateur payeur, par la conservation de l'énergie, débourse moins pour payer sa dette que ses frais énergétiques initiaux.

La clef de voûte mobilisatrice de la plateforme pour le plein emploi écologique en est la gratuité du transport collectif sur dix ans. Il l'est déjà à l'intérieur de petites villes comme Chambly, Ste-Julie et Beauharnois. Cette revendication-clef a le même potentiel mobilisateur que la gratuité scolaire l'a été pour le Printemps érable. La gratuité scolaire, dans le cadre d'une éducation citoyenne non marchande, est de soi écologique. Elle généralise la culture scientifique afin de comprendre les grands équilibres écologiques et les causes des crises écologiques qui ont tout à voir avec l'accumulation capitaliste. Elle débouche sur la recherche et la mise en place de solutions qui ont tout à voir avec la socialisation des grands moyens de production dont la Finance, les systèmes de transport et d'énergie et les entreprises d'exploitation des ressources naturelles. Les écoles privées et consortes réservées à une élite et la recherche universitaire prise en otage par les grandes entreprises bloquent ce changement d'où la suppression des premières et la socialisation de la seconde.

Le plein emploi écologique nécessite l'indépendance pour détenir les pouvoirs constitutionnels pour le réaliser et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing* : les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales. Ces pouvoirs seront au cœur de l'apport Solidaire à la Constituante à convoquer sans plus tarder tout comme le parti réclame dès maintenant une série de réformes démocratiques centrées autour de la proportionnelle compensatoire, d'assemblée de reddition de compte et de droits de rappel des personnes élues. La Constituante permettra de reconnaître le droit à l'indépendance des nations autochtones de la province fédérale du Québec et de leur offrir l'égalité nationale dans le cadre d'une république fédérée et écologique.

Un tel projet de société emballant redonnera le goût du français à la jeunesse qui n'accepte pas la répression linguistique sauf celle contre le patronat en ce qui concerne la langue de travail et celle d'affichage. Il facilitera l'intégration des communautés culturelles et racisées, surtout en termes d'emploi, et leur adhésion à la québecitude, dont le français, loin du néolibéralisme guerrier que fuient les réfugiées. Il favorisera les relations de peuple à peuple, y inclus ceux canadien et étasunien, pour obtenir leur accord au projet indépendantiste et pour établir des ententes commerciales, financières, scientifiques, culturelles réciproquement avantageuses et, pourquoi pas, pour aller dans la même direction que le peuple québécois... ou vice-versa.

Annexe : Une alternative écologique et populaire au REM, au même coût

Le REM sert les intérêts de la Finance, de « l'industrie de la corruption » et de Bombardier et « oublie » tant l'est de Montréal que le restant du Québec. Comme alternative au même prix, on peut s'inspirer du « Grand virage » :

— Pour un budget semblable au REM, le Grand Virage inclut les lignes suivantes de tramway : 1. Anjou/Pie-IX/CHUM ; 2. Laval (Saint-Mart in)/Pie IX/méto Pie-IX ; 3. Méto Lionel-Groulx/Lachine/aéroport ; 4. Centre-ville/pont Champlain/Dix30 ; 5. Centre-ville/pont Champlain/Taschereau/méto Longueuil ; 6. Centre-ville/Côte-des-Neiges ; 7. Le Carrefour/méto Montmorency/Bois-Francs.

— Le Grand Virage inclut aussi 3 stations de méto : Pie-IX, Poirier et Bois-Francs.

— Il sera même possible de financer une ligne de tramway à Gatineau et une à Québec.

Marc Bonhomme, neuf septembre 2017